

L'économiste

Le Journal des décideurs

du Bénin

AGI
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Activités économiques

Le commerce en progression de 14,3% dans l'Uemoa

Au cours du mois d'octobre 2022, l'indicateur du climat des affaires s'est maintenu au-dessus de sa tendance de longue période... • (Page 03)

TNT au Bénin

Ministère du Numérique et acteurs de médias passent en revue les défis

Au Bénin, l'adaptation de la presse aux mutations technologiques préoccupe. Vendredi 23 décembre 2022, le ministère... • (Page 04)

Perspectives de croissance au Bénin

• (Page 03)

Fulbert ACAPO

« La 8^{ème} législature nous a apporté beaucoup d'innovations »

Reçu sur la rubrique « l'Entretien » de Radio Hémicycle ce mercredi 21 décembre 2022, Fulbert Acapo, ... • (Page 10)

Fête de fin d'année

Comment les Béninois ont célébré la Noël 2022

La Communauté chrétienne du Bénin a célébré ce dimanche 25 décembre 2022, la ... • (Page 11)

Sahel

« C'est une zone qui a tous les problèmes au monde », dixit WADAGNI

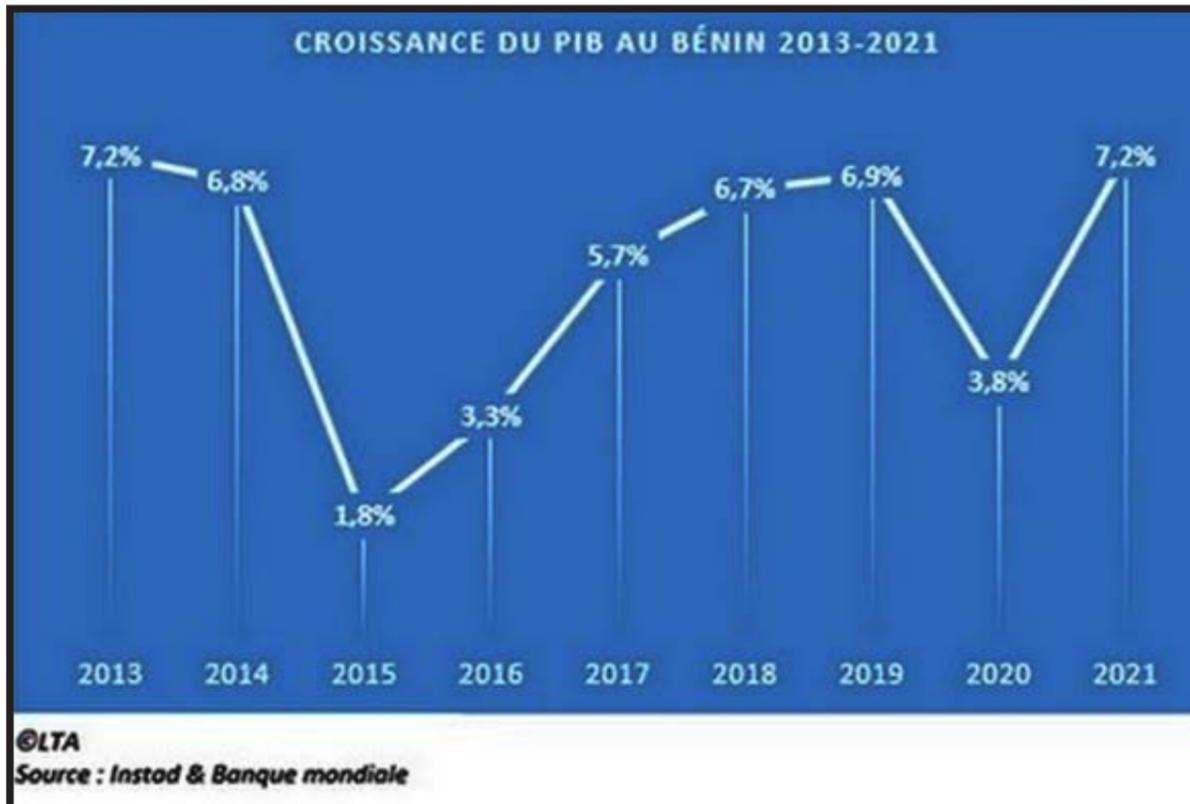
Du 09 au 11 décembre 2022 s'est tenue à Abu Dhabi, la 15^{ème} édition de World Policy/Global Governance. A l'occasion, le Ministre d'Etat, ministre de l'économie ... • (Page 11)

Ameublement et décoration

Le Groupe « Atingan Solutions » ouvre sa galerie « Atin Gan »

Environ cinq ans après la mise sur le marché des foyers écologiques « Atingan », les promoteurs de la société ... • (Page 02)

L'activité économique en proie aux incertitudes



Législatives du 8 janvier 2023

• (Page 05,08 et 09)

Ce que veulent les partis politiques pour développer le Bénin



Avec Celtiis Cash

1% DE FRAIS DE RETRAIT*

Pour 2 500 FCFA

frais de retrait 25 FCFA

Pour 5 000 FCFA

frais de retrait 50 FCFA

Pour 10 000 FCFA

frais de retrait 100 FCFA

Pour 25 000 FCFA

frais de retrait 250 FCFA

Pour 50 000 FCFA

frais de retrait 500 FCFA

Pour 2 000 000 FCFA

frais de retrait 5 000 FCFA

Celtiis cash, c'cash!

MyCeltiis cash

Google Play / App Store

ou tapez *889# pour activer

Etc.



Ameublement et décoration

Le Groupe « Atingan Solutions » ouvre sa galerie « Atin Gan »

Environ cinq ans après la mise sur le marché des foyers écologiques « Atingan », les promoteurs de la société « Atingan Solutions » ont procédé, vendredi 23 décembre 2022, au lancement de leur showroom de meubles. Sis à Calavi, cet espace offre une variété de meubles de salon, de chambre, et de jardin.

• Sylvestre TCHOMAKOU

Après s'être investi à proposer aux ménages, au public béninois et d'ailleurs des foyers écologiques, le Groupe « Atingan Solutions » s'invite dans l'ameublement à travers son nouveau showroom « Atin Gan ». Spécialisée dans la fabrication de meubles de salon, chambres, rangement, luminaire, jardin, etc., la nouvelle société des frères Franck et Francis Zanhoundaho qui allie bois et fer, se veut de proposer des meubles simples, mais d'une finesse rare, et qui dépensent moins les ressources forestières. L'objectif, comme les foyers écologiques « Atingan » qui sont désormais adoptés un peu partout dans le monde, est d'offrir au marché international des meubles « Made in Benin » adaptés à tout environnement. Et, ainsi, faire reculer la tendance d'importation de



• Photo de famille au lancement de la galerie

meubles au Bénin. « C'est une grande usine qui est en train de naître. Au début de l'année (2023) on va créer la société « Atin Gan » qui est différente de « Atingan Solutions ». Cette société a pour vision de fabriquer des meubles. On ne va pas utiliser que le bois. L'objectif, c'est que les gens puissent venir d'ailleurs acheter les meubles ici au Bénin et les revendre ailleurs », a martelé Ronald Zanhoundaho, Directeur

recherche et développement du Groupe, avant d'inviter le public à encourager l'équipe en faisant des achats. Soutenant le groupe dans sa quête de croissance depuis plusieurs années, le Dg de l'ANPE, Urbain Amégbédji, a, à l'occasion, exprimé sa fierté de voir se poursuivre le challenge pour révéler le Bénin au monde et, surtout, créer de l'emploi. « Je les ai connus dans les foyers Atingan et me voilà aujourd'hui dans une galerie de meubles.

Je ne peux que me réjouir et féliciter le génie créateur de ces jeunes. Ils nous démontrent que dans notre jeunesse au Bénin, il est possible de sortir de la pauvreté, de l'oisiveté pour autant que nous voulons travailler, créer et d'exister comme jeune inventeur au Bénin. Ce que j'ai vu ici me démontre que le bon peut venir également du Bénin. On peut être fier d'avoir ces meubles dans son salon », a confié Urbain Amégbédji qui, a expliqué que la création de l'emploi passe par l'entrepreneuriat. Invité au lancement, le ministre des affaires étrangères et de la coopération, Aurélien Agbénonci n'a pas manqué de saluer le groupe pour sa détermination et sa fidélité dans l'action. « C'est cette transformation qui va nous permettre de mettre notre pays sur les rails et d'en faire un pays qui plaît. Je suis heureux parce que votre détermination paie. Je sais que Atingan ira loin », a exprimé l'autorité ministérielle. Avec cette nouvelle aventure, le Groupe « Atingan » se veut toujours au cœur de la promotion du « Made in Benin ».



• Visite des meubles par le ministre Aurélien Agbénonci



• Le DG ANPE, Urbain Amégbédji



• Quelques meubles en exposition

AUX DECIDEURS...

A la source du quitus fiscal

Le trésor public béninois se renfle de manière particulière au cours de ce quatrième trimestre de l'année. Et pour cause ! L'organisation des élections législatives du 8 janvier 2023 affecte les ressources financières des potentiels candidats qui, pour constituer leurs dossiers, sont tenus d'effectuer certaines dépenses. En effet, au nombre des pièces à fournir pour constituer le dossier de candidature, il y a les actes d'état civil (CIP : Certificat d'identification personnelle, acte de naissance sécurisé, certificat de résidence, certificat de nationalité) dont l'établissement fait déboursier quelques modiques sommes. En plus des actes d'état civil, le Code électoral prévoit dans les pièces à fournir le quitus fiscal. Il s'agit d'une pièce administrative délivrée par la Direction générale des impôts et qui atteste que le futur candidat est à jour vis-à-vis du fisc. Pour obtenir le quitus fiscal, les candidats salariés doivent payer leurs impôts sur le revenu. Les candidats détenteur de titre de propriété foncière sont assujettis au paiement des impôts sur foncier bâti ou non. Ceux d'entre les candidats qui sont propriétaires d'engins, devront s'acquitter de la taxe sur véhicule à moteur (TVM). Le paiement de ces différents impôts par chacun des potentiels candidats doit couvrir les trois années précédant l'année de dépôt des dossiers pour les législatives de 2023. En somme, il s'agit de payer tous les impôts des années 2019, 2020 et 2021 à l'effet de régulariser la situation fiscale de chaque potentiel candidat à zéro. C'est à cette condition, que l'administration des impôts peut délivrer aux requérants, candidats aux fonctions de députés à l'Assemblée nationale, le fameux quitus. Et c'est bien de la mer à boire pour les plus nantis des candidats qui jouissent des privilèges d'être propriétaires de plusieurs domaines fonciers et de plusieurs véhicules rutilants. C'est le prix à payer en tant que bon citoyen appartenant à un Etat dont le budget national est essentiellement fiscal. C'est davantage le prix à payer pour ceux qui ambitionnent d'être de futurs représentants du peuple. La Commission électorale nationale autonome (CENA), chargée de l'organisation des législatives du 8 janvier 2023, prévoit dans son calendrier la réception des dossiers de candidatures sur la période allant du 28 octobre au 2 novembre 2022. Autant dire, que la course contre la montre a commencé. Le Trésor public engrange ces recettes qui, selon la poigne des candidats, varient de quelques mille pour les démunis à plusieurs dizaines de millions pour les plus nantis. Au bout du processus, le Code électoral prévoit un cautionnement de 163,5 millions à verser au Trésor public par parti politique. C'est la contribution financière des partis politiques aux dépenses électorales suivant les prescriptions du code électoral.

Jean-Claude KOUAGOU

Eco secret

Afrique : L'UE annonce une enveloppe de 350 millions d'euros pour protéger la biodiversité

L'Union européenne (UE) a pris l'engagement de débloquer 350 millions d'euros pour protéger la biodiversité dans le monde, notamment en Afrique, selon un communiqué parvenu à la presse ce weekend. Selon la même source, l'organisation a soutenu que cet engagement financier entre dans le cadre de son action sur la Conférence des Nations unies sur la biodiversité (COP 15) qui se tient du 7 au 19 décembre 2022 à Montréal au Canada.

Perspectives de croissance au Bénin

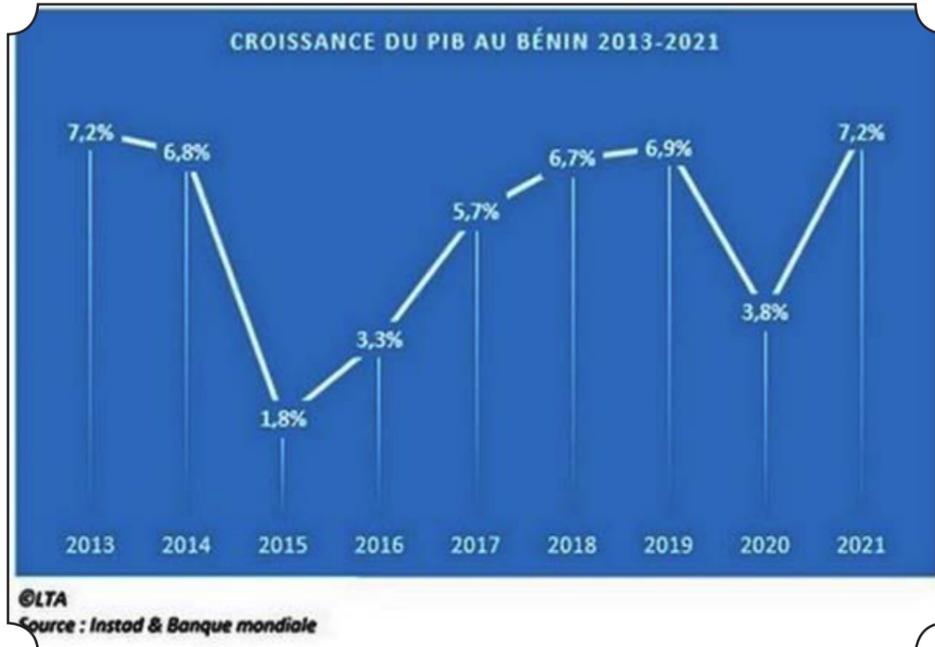
L'activité économique en proie aux incertitudes

Les prévisions macroéconomiques sur la période 2023-2025 sont sujettes à des incertitudes qui pourraient affecter leur réalisation. Le taux de croissance prévu pour 6,2 % en 2023 pourrait être seulement de 4,7 % dans le scénario pessimiste avec les risques persistants sur l'activité économique.

• Aké MIDA

Le taux de croissance s'afficherait à 6,2 % en 2023 et s'établirait autour de 6,0 % à l'horizon 2025, si l'activité économique reste dans la dynamique observée sur la période 2017-2021, d'après le Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (Dp-bep) 2023-2025. Le taux pourrait même atteindre 7,8 % en 2023 et 9,4 % en 2025, dans un scénario optimiste suivant l'hypothèse d'une atténuation rapide des tensions géopolitiques actuelles, d'une non-aggravation de la situation sanitaire et d'une évolution favorable des autres risques qui pèsent sur l'économie, projette le ministère de l'Économie et des Finances (Mef).

En revanche, la croissance pourrait être moins importante en s'affichant à 4,7 % en 2023 et 4,8 % à l'horizon 2025, en cas d'aggravation des tensions géopolitiques, notamment la crise en Ukraine et un durcissement des sanctions internationales contre la Russie. Le scénario pessimiste prend en considération une aggravation de la situation sanitaire et la survenance d'autres risques dont les conditions financières peu



avantageuses et donc peu propices à la célérité adéquate des grands chantiers de l'État, précise le document du Mef.

Tels sont les trois scénarii de la croissance économique esquissés sur la base de l'évolution probable de la conjoncture aux plans international et sous-régional.

Simulations

Selon les estimations de la Direction générale de l'Économie (Dge), la crise russo-ukrainienne provoquerait une accélération de l'inflation entre 1,2 et 2,6 points de pourcentage (pdp) et une baisse de la

croissance entre 0,4 % et 1,2 %.

L'aggravation du risque sécuritaire devenu une priorité nationale avec les récurrentes attaques terroristes, affecterait les flux touristiques et les investissements privés. L'hypothèse d'une baisse de 10 % des flux touristiques induirait un manque à gagner de 0,23 pdb de croissance et une baisse des recettes fiscales de 1,53 %. Du côté des investissements privés, une contraction de 10 % provoquerait une baisse de la croissance de 4,5 points de pourcentage et une baisse des recettes fiscales de 2,5 pdb.

Au plan des relations éco-

nomiques et commerciales avec le Nigeria, premier partenaire commercial du Bénin de par le volume des échanges, une hausse de 1 % du taux de croissance du Nigeria se traduirait par une augmentation du taux de croissance du Bénin à hauteur de 0,14 %, selon la Dge. En revanche, la dépréciation de la monnaie nigériane, le naira, de 15% provoquerait une contraction du Pib du Bénin de 1,1 % la première année et une baisse des recettes publiques de l'ordre de 2,0 % la première année et 0,5 % la deuxième année.

L'autre risque majeur qui pèse sur l'économie est relatif à la variabilité cli-

matique qui affecte particulièrement le secteur agricole, induisant la baisse des rendements jusqu'à 25,0 % pour le maïs et 10,0 % pour le coton. Une baisse de la production agricole de 10,0 % provoquerait un repli de la croissance économique de l'ordre de 2,0 points de croissance, selon les simulations.

Mesures préconisées

Une baisse des dépenses d'investissement public de 10 % par rapport à leur niveau initialement envisagé du fait des conditions financières internationales défavorables, induirait une rétraction de la croissance de 0,53 point de pourcentage.

Face aux menaces sur l'économie, une batterie de mesures fiscales et non fiscales est prise pour adresser les effets immédiats de la hausse des prix, mais aussi pour prévenir les tensions inflationnistes futures. Elles concernent non seulement les exonérations sur les importations (farine de blé et huiles végétales) mais aussi la subvention des prix des produits énergétiques (électricité et produits pétroliers).

Les dispositions visant à prévenir les tensions inflationnistes futures sont

orientées vers la sécurisation de la production agricole au cours des campagnes à venir, à travers notamment la subvention des prix des intrants agricoles et les dispositions pour les rendre disponibles.

En ce qui concerne le renforcement du dispositif sécuritaire aux frontières, l'État s'est doté d'une approche civile visant à renforcer sa présence dans les localités à risque.

La stratégie de renforcement de la résilience du Bénin aux chocs en provenance du Nigeria, et plus généralement les chocs exogènes, devrait se poursuivre par l'accélération de la transformation structurelle de l'économie béninoise. Pour ce faire, l'accent est mis sur la diversification de l'économie, l'attractivité de l'économie, la promotion du capital humain et la promotion de l'intégration régionale, à travers notamment le développement des chaînes de valeurs régionales.

Par rapport au risque climatique, le Bénin a engagé avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers, plusieurs initiatives, dont la mise en place du Système d'alerte précoce (Sap) et la création du Fonds de réponse aux catastrophes (Foncat).

Activités économiques en octobre 2022

Le commerce en progression de 14,3% dans l'Uemoa

Au cours du mois d'octobre 2022, l'indicateur du climat des affaires s'est maintenu au-dessus de sa tendance de longue période, s'établissant à 101,6 en léger repli par rapport à son niveau du mois précédent. C'est ce que renseigne le Bulletin Mensuel des Statistiques d'octobre 2022 de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

• Abdul Wahab ADO

Le mois d'octobre 2022 a été marqué par une décélération des principaux indicateurs d'activités. Ainsi, comparé au même mois de l'année précédente, l'indice du chiffre d'affaires dans le commerce a progressé de 14,3% en octobre 2022, après 17,1% le mois précédent. Selon le Bulletin Mensuel des Statistiques d'octobre 2022 il est noté une décélération de la production industrielle, qui s'est accrue en rythme

annuel de 1,3% en octobre 2022, après une progression de 2,6% un mois plus tôt. Les activités dans le secteur des services marchands se sont inscrites en hausse de 6,8% au cours du mois d'octobre 2022, après un accroissement de 7,8% le mois précédent. Selon les statistiques, le taux d'inflation, en glissement annuel, dans l'UEMOA est ressorti à 8,4% en octobre 2022, contre 8,3% en septembre 2022. Le taux d'inflation sous-jacente, calculé en excluant les prix des produits frais et de l'énergie, est res-



té stable à 5,4% en octobre 2022. Pour rappel, le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la Banque Cen-

trale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a décidé pour la troisième fois, d'une nouvelle hausse

de ses taux. Ainsi, depuis le 16 décembre 2022, le principal taux directeur auquel la Banque Centrale prête

des ressources aux banques passe de 2,50% à 2,75%, et le taux de guichet de prêt marginal passe de 4,50% à 4,75%.

Selon la BCEAO, cette décision, qui fait suite à la première hausse des taux intervenue en juin 2022, contribuera à ramener progressivement le taux d'inflation dans l'intervalle cible de la Banque Centrale sur le moyen terme (entre 1% et 3%). Il faut dire qu'à terme, cette mesure aura des impacts positifs sur le commerce dans l'Union.

Surendettement en Afrique

Une approche globale est nécessaire pour éviter le pire

La situation de 22 pays africains à faible revenu surendettés ou au bord du surendettement pourrait s'aggraver en 2023, selon les experts. Ceci nécessite une coopération stratégique entre la Chine, l'Occident et les nations africaines pour faire face à cette catastrophe.

Les prêteurs chinois représentent 12% de la dette extérieure privée et publique de l'Afrique, laquelle a plus que quintuplé pour atteindre 696 milliards USD entre 2000 et 2020, souligne d'emblée le Chatham House, un think-tank britannique, dans un document de recherche publié en mi-décembre.

Depuis un certain moment, le monde assiste impuissamment à un bras de fer entre l'Occident et la Chine sur le sort de la dette africaine. Dans un conflit qui semble cacher des rivalités géopolitiques de plus en plus croissantes, les européens et les américains reprochent à la Chine d'avoir piégé le continent dans une mer de dette.

« La Chine n'a pas causé le surendettement de l'Afrique dans la plupart des cas, mais elle est essentielle pour trouver une solution », insistent Alex Vines, Creon Butler et Dr Yu Jie, les auteurs de ce rapport.

Malgré les tensions politiques et économiques croissantes, la Chine et l'Occident ont un fort intérêt mutuel à coopérer entre eux, ainsi qu'avec les nations et institutions africaines, telle que l'Union africaine (UA) pour relever le défi du surendettement, ajoutent-ils.



Face à l'incapacité continue des pays africains de rembourser leurs dettes, ces trois experts de Chatham House lancent un appel urgent à l'Occident et l'Orient à mettre de côté leur concurrence géostratégique pour œuvrer à trouver la solution du surendettement du continent africain.

Non au « piège de la dette »

En examinant les réponses politiques au surendettement de l'Afrique, il est important d'éviter de se plonger dans le débat des récits de la « diplomatie du piège de la dette » chinoise prédatrice et des craintes d'appropriation des actifs, rappellent Alex Vines, Creon Butler et Dr Yu Jie.

Ceci tend, poursuivent-ils, à minimiser la capacité des acteurs africains dans

la formation de la nature et l'impact des investissements chinois.

« Ces perspectives ignorent également le caractère marqué d'hétérogénéité des approches et des motivations chinoises. Parfois, les investissements chinois en Afrique ont été mis en œuvre de manière non planifiée et non coordonnée par des prêteurs concurrents ayant des liens avec différents éléments de l'État chinois », indiquent-ils.

« Néanmoins, la Chine a un rôle central à jouer dans la recherche d'une solution efficace et durable au surendettement de l'Afrique. Une meilleure coordination et coopération entre les créanciers de la Chine et du reste du monde pourrait accroître considérablement l'efficacité des initiatives multilatérales d'allègement de la dette », affirment Alex Vines, Creon Butler et Dr Yu Jie.

Télévision numérique terrestre au Bénin

Ministère du Numérique et acteurs de médias passent en revue les défis

Au Bénin, l'adaptation de la presse aux mutations technologiques préoccupe. Vendredi 23 décembre 2022, le ministère du numérique et de la digitalisation a initié un atelier d'échanges avec les responsables d'organes audio-visuel sur la mise en œuvre de la Télévision numérique terrestre (TNT) au Bénin.

• Sylvestre TCHOMAKOU

Si progressivement, au Bénin, le passage de l'analogie au numérique se réalise avec la Télévision numérique terrestre, s'assurer du bon fonctionnement des médias audiovisuels censés matérialiser cet objectif global s'avère important. C'est conscient de cette nécessité que le ministère du numérique et de la digitalisation a initié, vendredi 23 décembre, l'atelier d'échanges sur le fonctionnement des médias à l'heure de la Télévision numérique terrestre (TNT). Avec pour objectif d'examiner les défis et enjeux liés à la pleine réalisation de la TNT au Bénin, cette rencontre qui intervient après d'autres, se veut, surtout, d'évaluer l'impact des réseaux sociaux sur le bon fonctionnement des médias. Selon Brigitte Massou Tchibozo, Directrice des médias par intérim, à



l'heure des médias sociaux, il est important que les médias se réinventent pour faire face à la concurrence pour maintenir leur auditoire respectif, garder le cap sur l'avenir et rentabiliser leur entreprise. Portant la voix de la ministre à l'occasion, le directeur de la planification, de l'administration et des finances, Hervé Atayi-Guèdègbé, tout en rappelant qu'avec la TNT, tous les organes sont appelés à avoir un opérateur de diffusion commun, a souligné qu'il est important

pour les organes de pouvoir innover pour tirer profit de ce nouvel environnement. Pour ces échanges, plusieurs thématiques liées à l'environnement juridique, l'environnement institutionnel, la cybersécurité des médias audiovisuels à l'heure de la TNT ont été développées. Il est à noter que les différentes propositions issues de cette rencontre permettront au gouvernement de mieux accompagner les médias notamment privés dans l'atteinte des objectifs.



Baromètres Bénin

Bénin Production industrielle	10,70%	Trading economics
Bénin Inflation alimentaire	-6,30%	Trading economics
Efficacité des pouvoirs publics	-0,50	Trading economics
Emission de CO2	0,614 tonnes métriques par habitant	Banque mondiale (2014)

Indice de prospérité	-2 rang	Institut Legatum
----------------------	---------	------------------

Référentiel		
Indices	Valeur	Sources
Indice GINI	43,4%	2016
Indice de la compétitivité mondiale	3,5%	2016
Indice des prix à la consommation (IPC)	100,50 points	Statistiques mondiales
Indice Bénin de la liberté humaine	7,32	Institut Fraser 2022
Indice de démocratie	5,74 points	The Economist
Indice de développement humain (Idh)	0,515 points	PNUD 2018
Indice de liberté de presse	31,74 points	Reporters Sans Frontières 2019
Indice de corruption	40 points	Transparency international 2019
Climat des affaires	52.4 points	Banque mondiale 2019

Position du Bénin dans la sous-région			
Indices	Rang UEMOA	Rang mondial	Source
Développement humain	1er	163ème sur 189 pays	PNUD
Démocratie	2ème	81ème	The Economist
liberté de presse	5ème	96ème	Reporters Sans Frontières
Corruption	3ème	85ème sur 180 pays	Transparency international
Liberté Humaine	1er	76ème	Institut Fraser 2022
Prospérité	3ème	25ème (plan Africain)	Institut Legatum

Addendum n°1 au dossier d'appel d'offres international relatif à l'acquisition d'équipements medicotechniques pour la mise aux normes des maternités.

Les modifications apportées concernent le tableau des spécifications techniques détaillées.

N°Item	Anciennes dispositions (Équipements/Matériels)	Nouvelles dispositions (Équipements/Matériels)
14	Thermomètre mural	Lampe torche ou rechargeable
15	Cardiologue	Lampe baladeuse
16	Doppler fœtal	Thermomètre mural
17	Saturomètre	Cardiologue
18	Concentrateur d'oxygène	Doppler fœtal
19	Moniteur multi paramètre	Saturomètre
20	Pousse-seringue électrique	Ballonnet de Backry/Kit tamponnement
21	Kit d'AMU	Concentrateur d'oxygène
22	Armoire de rangement	Moniteur multiparamètre
23	Appareil d'anesthésie	Jeux de 5 Brassards de moniteur
24	Échographe portable	Pousse-seringue électrique
25	Poubelle à pédale (fabrication locale)	Kit d'AMU
26	Potence + Panier pour perfusion	Armoire de rangement à battants
27	Chaise roulante (fauteuil roulant)	Appareil d'anesthésie
28	Chariot brancard passe malade avec garde-four	Échographe portable
29	Autoclave de 50 à 60 litres	Chaise roulante (fauteuil roulant)
30	Tambours pour stérilisation GM, MM, PM	Chariot brancard avec garde-four
31	Armoire de rangement à deux battants	Autoclave de 50 à 60 litres

Remarque: Les tambours pour stérilisation GM, MM, PM et Potence + Panier pour perfusion qui figuraient dans le tableau des spécifications techniques détaillées sont retirés. Ensuite, les spécifications techniques de la Lampe torche rechargeable, du Ballonnet de backri et des Jeux de brassards de moniteur ont été précisées et enfin, les spécifications techniques éliminatoires sont précisées pour tous les items.

NB : La date de dépôt initialement fixée au 21/12/2022 à 10 H 00 est reportée au 06/01/2023 à 10H 00. Les autres dispositions du DAOI demeurent et restent inchangés.

Cotonou, le 01 DEC 2022



1

Message de campagne président

Militantes et militants

Le dialogue avec le citoyen, afin de le déterminer à choisir les députés à l'Assemblée nationale au titre de la 9ème législature, est engagé dès ce jour, 23 décembre 2022. Nous avons noté, avec satisfaction, la qualité de la préparation de cette échéance déterminante pour l'Union progressiste le renouveau, par chacun et par tous. Il a fallu pour les uns, candidats à la candidature, de dépasser les frustrations légitimes nées des choix tout aussi nécessaires et exigeants, pour ne considérer que l'engagement collectif au service du Peuple. Il a fallu pour les autres, militants de diverses obédiences politiques, dont les fusions et les adhésions condamnent la ferveur et l'enthousiasme individuels ou de groupe à s'unir sans exigence, au sein des comités en vue d'une campagne audacieuse, offensive et cohérente. Il a fallu aux sympathisants, citoyens politiquement déterminés, jeunes et adultes, femmes et hommes, étudiants, artisans et producteurs, agents de l'Etat ou du secteur privé, se mobiliser pour rejoindre les équipes ainsi organisées, à l'effet de les renforcer et de les soutenir par leur présence, leurs moyens et leurs prières. Il a fallu à tous, de dépasser les difficultés structurelles, relationnelles et organisationnelles pour mieux engager le Parti à conquérir la confiance des électeurs et l'honorer pour le bien de tous. C'est pourquoi le Présidium salue en chacune et en chacun, ce sens de responsabilité politique et d'engagement militant.

A présent, chaque électeur et chaque électrice nous attendent. Chacun est préparé pour savoir que rien ne sera épargné à l'Union progressiste le renouveau ni aux candidats que le Parti présente à l'élection. Parce que le scrutin du 8 janvier 2023 est une étape majeure en vue de la poursuite sereine de la transformation positive durable de notre société, chacun saura se concentrer sur la qualité de la conviction de l'électeur qui, seul, a le pouvoir d'en décider. Parce que l'Union progressiste le renouveau marque avec constance et consistance sa volonté forte à agir davantage aux côtés du Chef de l'Etat, sur les choix politiques en vue de l'accès de tous les citoyens aux services sociaux essentiels à la santé, à l'éducation, à l'eau, à l'électricité, aux infrastructures et à la sécurité, chacun sera mobilisé pour convaincre de notre capacité à en garantir la concrétisation. Nous ne pouvons y parvenir et rendre à la campagne la qualité politique attendue qu'en nous détournant de toute tentative de diversions politiciennes fondées sur les invectives inutiles, les injures et toutes autres indignités publiques. Nous devons démontrer à tous que notre Nation étant fraternelle, notre Parti n'a point d'autres adversaires que la pauvreté, l'insécurité, les vulnérabilités sociales et les discriminations insupportables.

Nous devons convaincre de notre détermination profonde que sont la personne humaine, dans sa complétude, et notre pays, dans sa dignité.

Le tout et partout,

Dans l'Union,

Pour le Progrès,

Par le Renouveau.

Joseph DJOGBENOU

Président de l'Union progressiste le renouveau.



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.
Afrique de l'Ouest

Siège Social : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph AMONA - 01 BP 3802 Abidjan
☎ : (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 Télécopie : (225) 20 32 66 84 E-mail : brvm@brvm.org

ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN

Adresse: Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2985 Cotonou
Téléphone : (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Télécopie : (229) 21 31 20 77

COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM

Initiation gratuite à la bourse

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

Modules de formation

-MODULE 1 : Introduction à la bourse et au marché financier ;

-MODULE 2 : Initiation au marché des actions ;

-MODULE 3 : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

Lieu de la formation : Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou.

Effectif par formation : **15 à 20 personnes** par session et par module.

La participation aux formations est gratuite.

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB

Pour tout renseignement, contacter le 21 31 21 26 / 21 31 21 39

NB : la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA

Avis très important

Toute l'économie nationale, sous-régionale, africaine et internationale dans un seul quotidien.

Le tout premier quotidien économique béninois : **L'économiste.**

L'économiste, c'est des informations économiques, bancaires, financières et boursières du Bénin et d'ailleurs traitées et des dossiers réalisés pour le développement économique et social du continent africain.

L'économiste, c'est des chiffres clés de l'économie béninoise, les tendances boursières avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), l'actualité économique, financière en temps réel.

L'économiste, le journal des décideurs

Noël en France

Après la crise sanitaire, l'inflation... Sale temps pour les salons de coiffure

Les coups de ciseaux fusent, les cheveux tombent comme des mouches, les coupes se « rafraîchissent » et « s'aèrent », comme on dit dans ce salon de coiffure Hair Home, dans le 20^e arrondissement de Paris. Tous comme les cadeaux de dernière minute, certains attendent le dernier moment pour se couper les tifs, avec l'objectif clair d'être les plus beaux pour Noël ou le Nouvel an. « On a passé des fêtes de fin d'année pourries avec le coronavirus en 2020 ou 2021, autant se faire plaisir cette année », estime Lucie, 53 ans, en pleine coloration et bien décidée à en jeter devant ces neveux. Une mentalité qui convient particulièrement à Julie, la coiffeuse : « On se refait un peu durant ces dernières semaines, même si ça ne sera pas suffisant pour sauver l'année ». Le salon est bien rempli, normal en cette fin décembre, « une période toujours bien chargée ». Le lieu n'a pas retrouvé la fréquentation d'avant la pandémie, même si la forme affichée est meilleure qu'en 2021. Quatre personnes sont en train de se faire pouponner les cheveux, ce qui est déjà fort pour un jeudi matin. Mais « c'est loin de suffire ou d'être au niveau d'il y a dix ans. Quelqu'un appelle pour réserver, il y aura de place. Il y a dix ans, c'était complet », poursuit Julie.

Pouvoir d'achat au détriment de l'esthétique
L'inflation, galopante, cause un double problème insoluble pour les coiffeurs. Premièrement, l'explosion des coûts de l'énergie, le segment de dépenses à avoir le plus augmenté avec les produits alimentaires. Or, les salons de coiffures « sont très énergivores, utilisent beaucoup de matériels électriques, des sèche-cheveux, des tondeuses, de la lumière... », note Julie. Même constat chez Patrick, coiffeur à Tête-à-tête (Perpignan) : « On doit bien sécher les cheveux des gens après le shampoing ! Et on ne peut pas bosser qu'aux ciseaux pour faire des économies d'énergie, faut pas pousser. » Ses factures ont triplé en deux mois, et il se demande quand l'explosion des coûts va s'arrêter. Conséquence, près d'un salon de coiffure sur deux répercute l'inflation sur ses tarifs, note Stéphanie Prat-



Eymeric, secrétaire fédérale coiffure et esthétique pour le syndicat Force ouvrière. Ce qui nous amène au deuxième problème de l'équation : la crise du pouvoir d'achat touche l'ensemble des Français. Alors, au moment de choisir entre remplir le frigo, chauffer la maison ou se couper les cheveux, le choix est vite fait pour la plupart d'entre eux. « Avec la crise, l'esthétique peut être reléguée dans les choix des consommateurs », confirme Pascale Hébel, consultante en marketing stratégique et spécialiste consommation.

Des défaillances d'entreprises records
Une étude, réalisée par Ipsos pour l'Observatoire E.Leclerc des Nouvelles Consommations* au printemps dernier, montrait déjà que près d'un tiers des Français (32 %) renonce souvent ou très souvent à des dépenses en lien avec la beauté en raison d'un budget limité. C'est notamment le cas de Lucie, qui a arrêté les mèches blondes en 2022 (à part pour Noël, donc) : « A un moment, quand les prix augmentent et pas le salaire, il faut bien faire des économies quelque part. Et disons qu'entre ne pas manger à ma faim ou garder mes cheveux bruns, c'était assez facile de départager. » Près de 9.000 défaillances d'entreprises avaient été comptabilisées en France cet été, selon le décompte recueilli par France Info auprès du cabinet Altares, un taux jamais observé depuis vingt-cinq ans. Les trois secteurs les plus touchés étaient la restauration (150 % de plus à l'été 2022 par rapport à l'été 2021, contre 69 % de plus en moyenne toutes entreprises confondues), les supérettes (100 %) et... les salons de coiffure et de beauté (94 %). Pascale Hébel : « Il y avait déjà une baisse du secteur avant le Covid-19. Les femmes se colorent

moins, les gens se coupent davantage les cheveux eux-

mêmes. Les crises sanitaire puis économique n'ont fait qu'empirer les choses ». Il faut sauver Noël
Certes, en 2020 et 2021, le virus avait limité les grandes réunions de famille. Mais cette année, malgré une reprise épidémique, la crise sanitaire n'est plus vraiment vécue comme un frein : à peine 4 % des personnes interrogées comptent faire attention aux règles sanitaires pendant les fêtes, selon une étude NielsenIQ. La peur de se contaminer a donc presque disparu, mais elle a considérablement changé les habitudes : les Français se soucient notamment moins de leur apparence depuis l'avènement du télétravail et de la vie chez soi **. Une situation que vit François, 32 ans, bien décidé à garder ses cheveux longs pour économiser 30 euros : « On ne se voit qu'en famille pendant les fêtes, on ne va pas se prendre le chou à se faire un beau dégradé pour la madre ou le frère qu'on voit tous les mois. »

Patrick, de Tête à tête, a l'impression d'être enfermé dans un cercle infernal : « Avec l'inflation, les gens vont moins loin et se voient en moins grand comité, on retombe dans la problématique de 2020 et 2021 ». Reste alors l'espoir d'un miracle de Noël. « Ce sera le premier "vrai" 25 décembre depuis trois ans, il peut y avoir une volonté de sortir le grand jeu, quelle que soit la situation économique », estime Pascale Hébel. Pour Stéphanie Prat-Eymeric, les cadeaux sous le sapin pourraient aussi être une bouffée d'air pour la beauté : « Par ces temps difficiles, les proches vont s'offrir beaucoup de cadeaux bien-être, comme des massages ou des séances chez le coiffeur, pour que l'autre se sente mieux. On le voit notamment avec les spas, dont les achats via des bons cadeaux ont augmenté.

20 MINUTES

Zone CEMAC

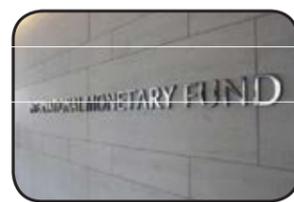
Le FMI prévoit une croissance économique de 3,4% en 2022 et de plus de 3,5% sur le moyen terme

L'institution financière multilatérale note que le choc économique lié à la guerre en Ukraine a largement profité à la zone CEMAC, renforçant sa position extérieure et sa reprise progressive post-pandémique. La croissance économique des pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Centrafrique et Tchad) devrait atteindre 3,4% en 2022, avant d'augmenter progressivement pour dépasser 3,5% à moyen terme, a estimé le Fonds monétaire international (FMI) dans un communiqué publié jeudi 22 décembre. « Les perspectives pour 2023 sont globalement positives, grâce aux prix élevés du pétrole, à la levée des mesures d'endiguement de la Covid-19 et à la gestion prudente de la manne pétrolière dans le cadre des programmes soutenus par le Fonds », a précisé le FMI à l'issue des discussions annuelles avec les Etats membres du bloc régional. « Le choc lié à la guerre en Ukraine a largement profité à la zone CEMAC, renforçant sa position extérieure et sa reprise progressive post-pandémique », a-t-il ajouté. L'institution a également indiqué que la dette publique devrait être ramenée à près de 40% du PIB d'ici 2026, contre environ 53% du PIB en 2022, tandis que les réserves extérieures brutes devraient passer de 3,5 mois d'importations à fin 2022 à 4 mois et demi en 2026, soit un « niveau légèrement inférieur à celui défini par le FMI pour une union monétaire riche en ressources naturelles [5 mois] ». L'inflation devrait ralentir à 3,3% en 2023, avant de passer en dessous de 3% à partir de 2024, si la politique monétaire reste rigoureuse. La Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) a relevé son taux directeur trois fois en moins d'un an pour répondre aux pressions inflationnistes et soutenir le niveau des réserves de change. « Les administrateurs du Fonds se félicitent du resserrement de la politique monétaire à ce jour et encouragent la BEAC à la resserrer davantage si elle observe des signes de hausse de l'inflation, des écarts par rapport à la trajectoire des réserves de change visée ou des dérapages budgétaires », a recommandé le FMI. À moyen terme, le Fonds s'attend à ce que la croissance économique des pays membres de la CEMAC s'accélère progressivement pour dépasser 3,5 %, en raison notamment d'un rebond plus marqué du secteur non pétrolier découlant des effets bénéfiques des réformes visant à améliorer la gouvernance, la transparence et le climat des affaires engagées ces dernières années.



Pétrole

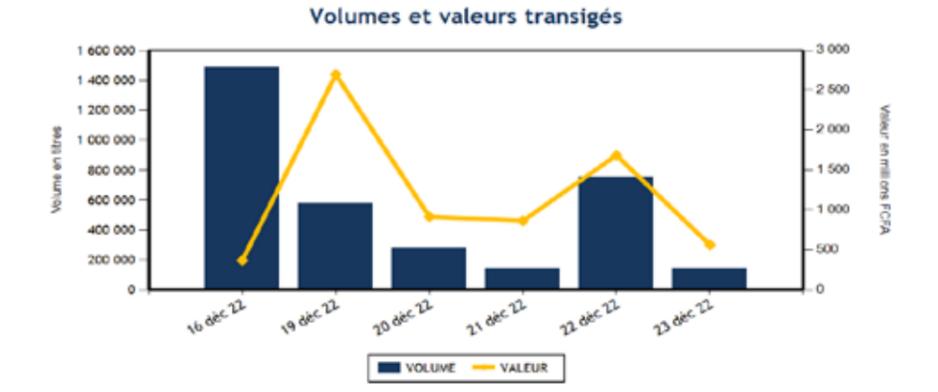
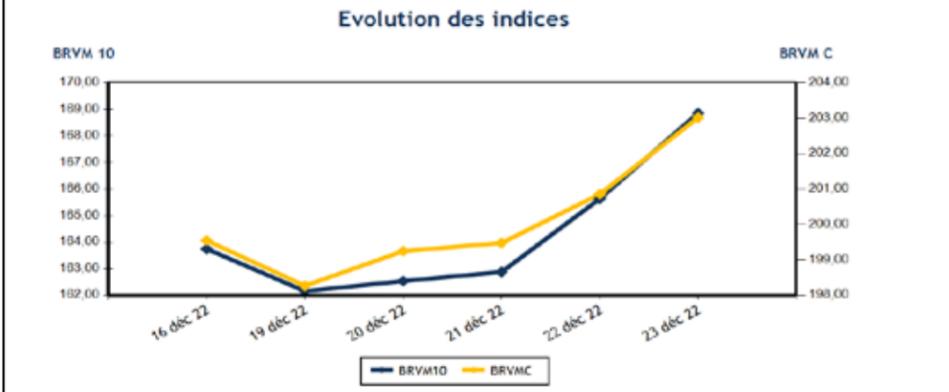
Le FMI appelle les producteurs africains à créer des réserves budgétaires pour se prémunir des aléas du marché



Avec les variations qu'ont connues les marchés énergétiques cette année, les pays pétroliers doivent rapidement mettre en place des boucliers pour continuer de monétiser leurs ressources en réduisant les risques pour leurs économies. Dans un communiqué publié sur son site mercredi 21 décembre, le Fonds monétaire international (FMI) a appelé les pays africains producteurs d'or noir à revoir leurs politiques budgétaires et fiscales pour se protéger des instabilités du marché de l'énergie. L'institution financière préconise la mise en place urgente de réserves budgétaires comme moyen d'anticiper les fluctuations futures des cours de l'énergie. Une politique qui devrait leur permettre de limiter les risques d'endettement et de protéger, dans une certaine mesure, leurs économies fortement dépendantes de la rente pétrolière. Cet appel intervient dans un contexte où ces pays subissent de plein fouet les importantes variations des cours du brut qui, ces deux dernières années, ont oscillé entre 23 et 120 dollars le baril, en moyenne. Ces écarts significatifs de prix, qui rendent imprévisibles les retombées de la monétisation des ressources pétrolières, ont poussé plusieurs pays, d'Afrique subsaharienne notamment, à recourir massivement au service de la dette limitant ainsi leurs perspectives de croissance. « En fait, les fonds souverains d'Afrique subsaharienne ne détiennent que 1,8 % du produit intérieur brut, contre 72 % au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ce qui oblige les pays à emprunter ou à retirer des actifs financiers lorsque les prix du pétrole chutent », indique le FMI. Le Fonds note par ailleurs, que si comme leurs homologues d'Afrique du Nord, ces pays s'étaient constitués « suffisamment » de réserves financières sur l'exploitation de leurs gisements pétroliers, ils auraient réduit l'impact des changements soutenus de cours et enregistré un taux de croissance plus rapide par rapport aux pays n'exploitant pas de ressource naturelle. La situation pourrait s'aggraver, à moyen et long terme, si rien n'est fait. Ceci, compte tenu des exigences de la transition énergétique et de la réduction progressive des revenus pétroliers appelés à baisser d'un quart d'ici 2023 et de moitié d'ici 2050. « La constitution de réserves dès maintenant aiderait les exportateurs de pétrole de la région [subsaharienne, Ndlr] à mener à bien la transition vers des énergies propres tout en gérant les fluctuations des prix du pétrole », souligne le FMI. Concrètement, « les exportateurs de pétrole d'Afrique subsaharienne devraient viser des tampons d'environ 5 à 10 % du produit intérieur brut pour gérer les grandes fluctuations des prix du pétrole ». Pour y arriver, ils devront réaliser sur une période de 10 ans, « des excédents budgétaires » d'au moins 1 %, chaque année.

Ecofin du 22 Décembre 2022

BRVM 10	168,86		BRVM Composite	203,02
Variation Jour	↑ 1,94 %	BULLETIN OFFICIEL DE	Variation Jour	↑ 1,08 %
Variation annuelle	↑ 10,00 %	LA COTE	Variation annuelle	↑ 0,37 %
		N° 246	vendredi 23 décembre 2022	Site : www.brvm.org



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA) (Actions & Droits)	6 110 881 844 225	1,08 %
Volume échangé (Actions & Droits)	126 461	-80,67 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	442 009 750	-35,79 %
Nombre de titres transigés	42	2,44 %
Nombre de titres en hausse	17	41,67 %
Nombre de titres en baisse	12	-29,41 %
Nombre de titres inchangés	13	8,33 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 906 954 017 599	-0,14 %
Volume échangé	12 193	-87,83 %
Valeur transigée (FCFA)	121 010 708	-87,86 %
Nombre de titres transigés	9	12,50 %
Nombre de titres en hausse	2	0,00 %
Nombre de titres en baisse	2	0,00 %
Nombre de titres inchangés	5	25,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NEI-CEDA CI (NEIC)	750	7,14 %	20,00 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	5 125	6,99 %	7,11 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	745	6,43 %	-2,61 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	20	5,26 %	11,11 %
SITAB CI (STBC)	6 700	4,69 %	8,41 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOLIBRA CI (SLBC)	83 250	-7,50 %	-46,63 %
SICOR CI (SICC)	5 750	-6,96 %	12,30 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	3 000	-5,66 %	-28,57 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 310	-3,68 %	-25,14 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 450	-1,69 %	-2,36 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	103,75	-0,80 %	-5,78 %	47 835	172 553 400	25,30
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	484,75	1,28 %	8,00 %	12 618	135 724 060	9,06
BRVM - FINANCES	15	75,59	1,72 %	-2,00 %	55 500	101 980 320	7,29
BRVM - TRANSPORT	2	359,60	2,03 %	-42,20 %	932	1 331 510	5,74
BRVM - AGRICULTURE	5	293,14	-0,07 %	20,48 %	1 205	9 447 100	5,59
BRVM - DISTRIBUTION	7	366,10	0,46 %	-10,14 %	8 274	20 858 415	25,55
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 462,15	0,00 %	62,33 %	97	114 945	14,23
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	7,96	
Taux de rendement moyen du marché	7,44	
Taux de rentabilité moyen du marché	8,62	
Nombre de sociétés cotées	45	
Nombre de lignes obligataires	110	
Volume moyen annuel par séance	962 093,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 862 824 529,25	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	4,63	
Ratio moyen de satisfaction	23,85	
Ratio moyen de tendance	514,97	
Ratio moyen de couverture	19,42	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	6,67	
Nombre de SGI participantes	29	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

UCA
 UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.
 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, Immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN
 001 BP 8690 RP
uca@ucasgi.com
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
 (229) 21 31 00 21
www.ucasgi.com

S&I BENIN
 Carré 211 St Michel
 immeuble SGI-Bénin 01 BP
 4546 Cotonou.
 Tél : (229) 21 31 15 41
 21 31 15 71

BOA CAPITAL SECURITIES
 Groupe BMCE BANK
 BOA CAPITAL SECURITIES
 Siège BOA Benin,
 Boulevard de France
 Tel : (229)
 21315343/64182121

SOCIETE DE BOURSE
 AGI
 Immeuble de l'Africaine des Assurances
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration
 01 BP 8668 RP Cotonou
contact@agi-agi.com
 +229 21318733
 +229 21316066

AFRICABOURSE
 Avenue Steinmetz Face
 Immeuble Air Gabon 01 BP
 6002 COTONOU BENIN
 Tél : (229) 21 31 88 35 /
 21 31 88 36

BIIC Financial Services
 Société de gestion et d'intermédiation
 Boulevard Saint Michel
 Immeuble Agence BIIC Dantokpa
 01 BP. 7700 Cotonou
 Tél. +229 21324875
 Tél. +229 21324876
sgifbs@biic-financialservices.com

Législatives du 08 janvier 2023

MOELE-BENIN engagé avec « OSONS L'INCLUSION POUR UN BENIN INCLUSIF »

Le 8 janvier 2023, les Béninoises et les Béninois, sont appelés à élire leurs représentants à l'Assemblée Nationale pour la neuvième législature. Le MOELE-BENIN, le seul de la mouvance présidentielle, qui, sans vaciller une seule fois et sans hypocrisie, le seul qui est demeuré ferme dans l'esprit de la réforme du système partisan tant souhaitée par les Béninois, prendra part, en tant que parti constitué, aux élections législatives de 2023.

La candidature de MOELE-BENIN aux élections législatives de 2023, s'est constituée autour d'une offre claire. Elle est la résultante d'un travail collectif au sein du parti. Dénommée « OSONS L'INCLUSION POUR UN BENIN INCLUSIF », cette offre de législature rassemble autour d'un idéal pour notre pays, toutes les couches sociales représentatives de la diversité de nos populations. Cette offre vise à définir avec les Béninois, un cap consensuel et dans la vérité, travailler à faire prospérer la Patrie, à travers les propositions suivantes:

- Restaurer la confiance et le patriotisme,
- Réduire le fossé social et les inégalités,
- Renforcer la sécurité du travail,
- Redynamiser la solidarité nationale,
- Renforcer et préserver les acquis démocratiques et la justice pour tous,
- Renforcer le contrôle de l'action gouvernementale,
- Redresser le pays,
- Refonder la République.

Tel est le socle du projet de législature de MOELE-BENIN.



LES QUATRE AXES DU PROGRAMME DE LEGISLATURE 2023-2026 DU BLOC REPUBLICAIN

1- Améliorer les conditions de vie des populations

C'est d'abord protéger le consommateur que nous sommes tous, notamment en période de crise et ensuite préserver et accroître le niveau de vie de tous les Béninoises et Béninois. Ce qui passe par :

- Créer des emplois notamment pour les jeunes ;
- Subventionner les intrants en faveur des producteurs agricoles ;
- Mettre des incitations pour rendre les produits de grandes consommations disponibles à un prix abordable ;
- Relever le salaire des travailleurs.



2- Renforcer la résilience de notre pays,

Nous envisageons, à partir d'un encadrement législatif adéquat, améliorer notre système d'alerte précoce vis-à-vis des chocs de toute nature, économique, climatique, social, sanitaire, sécuritaire, technologique et autres. Ceci permettrait de rendre plus efficace l'action du Gouvernement dans les situations de chocs ou de grandes vulnérabilités comme dans le cas de la pandémie de la COVID-19 ou le phénomène de cherté de la vie induit par l'environnement international, ou encore dans le cas des phénomènes climatiques sévères.

3- Affermir la cohésion nationale et la poursuite du développement durable

Nous envisageons de promouvoir les pratiques de développement et d'aménagement équilibré du territoire national. Il n'y aurait pas non plus de cohésion nationale si nous ne développons davantage de solidarité envers les plus vulnérables aussi bien les personnes physiques, morales que les communautés ou communes. C'est pour cette raison que nous envisageons de soutenir le Gouvernement par des initiatives législatives de cohésion sociale qui renforcent les marges de manœuvre du Gouvernement en matière d'emploi, d'insertion professionnelle des jeunes, de soutien à l'entreprise, de logements sociaux, de promotion de l'égalité des chances et de renforcement de l'égalité professionnelle.

4- Renforcer l'arsenal législatif disponible sur la gouvernance

Afin de nous assurer que cette bonne dynamique imprimée au pays par Son Excellence le Président Patrice TALON, depuis quelques années, n'est pas galvaudée par la suite, nous envisageons de renforcer l'arsenal législatif en accompagnant le vote d'une loi-cadre sur l'évaluation des politiques publiques et la planification du développement.

COMMUNIQUE DE PRESSE

Lancement officiel de la campagne

Le Directoire du Mouvement Populaire de Libération (MPL) communique :

Dans le cadre des campagnes électorales comptant pour la tenue des élections législatives du 8 Janvier 2023, le Mouvement Populaire de Libération (MPL) procédera au lancement officiel de ses activités, le Samedi 24 décembre 2022 à 10 heures précises à Tchetti dans la Commune de Savalou.

Moments inédits de mobilisation des militants et sympathisants du parti, la Cérémonie de lancement officiel des campagnes donnera aussi l'occasion de mettre en ordre de bataille, les lieutenants du parti pour l'assaut final au soir du 8 Janvier 2023.

A cet effet, le Directoire du Mouvement Populaire de Libération (MPL) invite les militants et sympathisants du parti mais aussi les populations des Collines et environs à se mobiliser autour de leurs candidats et leaders du Mouvement Populaire de Libération (MPL) afin de donner un cachet spécial à la cérémonie.

Le Directoire du Mouvement Populaire de Libération (MPL) compte sur la présence et l'exactitude de tous.

MPL, Changeons de Cap !

Fait à Cotonou, le 22 Décembre 2022

Le Président,

Expérience TEBE



MESSAGE DU PARTI LES DÉMOCRATES

Le parti Les Démocrates c'est le parti du peuple en souffrance depuis 2016.

C'est le parti de ceux qui sont fidèles à l'esprit de la conférence nationale des forces vives de la Nation de février 1990.

C'est le parti respectueux d'un État de droit avec la séparation stricte des pouvoirs exécutif, législatif, judiciaire et de la presse. C'est le parti respectueux des droits de l'homme et des peuples. C'est le parti promoteur des leviers de développement économique.

Nous invitons tous les citoyens béninois sans exception à voter massivement leur parti, le

parti du peuple, le parti Les Démocrates pour que les fonctionnaires qui produisent la richesse soient rétribués à juste valeur de leurs efforts. Car ce sont eux qui produisent la richesse de la nation.

Mais hélas ! Qu'en tirent-ils ?

Nous invitons le peuple à voter Les Démocrates pour que les armateurs aujourd'hui en charge de la cité ne continuent point de se sucrer sur le dos du peuple, contre les professionnels qu'on paupérise et qu'on ridiculise. Nous invitons le peuple béninois à voter Les Démocrates pour que les étudiants aient des bourses d'études décentes, pour que les filles aient la chance d'être scolarisées et maintenues à l'école.

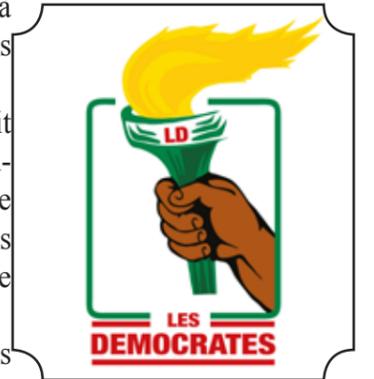
Nous invitons les béninois à voter Les Démocrates pour que les paysans vendent leur soja, leur acajou et autres au même prix que leurs homologues de la sous-région.

Voter Les Démocrates, c'est permettre le contrôle de l'action gouvernementale.

Voter les démocrates pour que les détenus politiques sortent de la prison.

Voter les démocrates pour que les exilés rentrent au pays pour contribuer au développement de la nation.

Voter Les Démocrates pour que les femmes accèdent aux micro crédits.



Mot du Secrétaire Exécutif National du parti FCBE

Militantes, militants,**Mes chers compatriotes,**

Comme une promesse faite, notre parti a choisi résolument de rester dans l'arène politique et de jouer un rôle en éliminant de sa méthode le recours à la violence sous toutes ses formes et de privilégier le dialogue et la recherche du consensus. Le contexte actuel de notre pays oblige à tenir compte de ces fondamentaux, d'ailleurs érigées en valeurs constitutionnelles par l'historique Conférence des Forces vives de la Nation de février 1990.



Il est donc clair qu'en vue de préserver l'essentiel des acquis, nous avons un rôle éminemment historique à jouer non seulement au cours de ces élections mais surtout au cours de la mandature à venir. C'est pourquoi nous venons soumettre à votre appréciation notre programme de législature qui servira de boussole à nos députés de la 9ème législature. Nous sommes convaincus que son contenu sera mis en application en vue d'assurer la plénitude de la représentation du peuple et de rétablir notre démocratie acquise de hautes luttes...

Il s'agira de légiférer en tenant compte de l'opinion du peuple et de faire en sorte que les lois à voter soient en faveur de nos populations. Ainsi notre programme de législature est dénommé : FCBE, Un parlement du peuple pour le peuple.

Nous vous exhortons à la sérénité, au respect de soi et de l'autre, et surtout la paix.

Vive la démocratie !

Vive le Bénin !

Vive la FCBE !

Je vous remercie

MESSAGE N°1/ UDBN

CITOYEN BENINOIS, TA VOIX COMPTE ET AGIT

❖ Un appel à la mobilisation générale pour la victoire du maïs nourricier. Notre pays le Bénin se retrouve à un carrefour capital de son histoire. Le 08 Janvier 2023, tout le peuple électeur béninois se rendra aux urnes.

Nous irons voter pour élire les députés de la 9ème législature. L'Union Démocratique pour un Bénin Nouveau (UDBN) est dans la course.

Oui !

Votre parti, notre parti, le parti des femmes et des jeunes, le vrai parti du peuple, s'est battu pour remplir toutes les conditions requises pour être à ce rendez-vous historique. Certains ne nous attendaient pas à ce niveau. Ils ont professé notre absence sur tous les toits. Mais nous sommes bel et bien présents. C'est la preuve que lorsque les femmes et les jeunes se lèvent et décident de prendre leur destin en main, plus rien ne les arrête.

L'UDBN a décidé de marquer ce tournant décisif par l'envoi à l'assemblée nationale de braves Amazones et d'intrepides soldats pour aller légiférer autrement, pour aller assurer autrement le contrôle de l'action gouvernementale, pour aller représenter autrement le peuple.

Nous y allons pour initier et voter des lois qui prennent absolument leurs sources dans les besoins, les aspirations et les intérêts des populations à la base.

Citoyennes et Citoyens Béninois,

Vous nous connaissez. Vous n'avez plus de doute sur l'attachement du label UDBN à l'équité, à la justice sociale. Constatez que la liste de l'UDBN à cette élection a battu des records inégalés : 67% de jeunes, 32 % de femmes, 1% de sages. Comme par le passé, nous venons de vous donner une preuve palpable qu'avec l'UDBN, la promotion des femmes et des jeunes n'est pas un simple slogan. Nous sommes dans le concret. Nous allons légiférer dans l'intérêt des jeunes AVEC les jeunes. Car ils y seront nombreux sous les couleurs de l'UDBN.

Nous allons légiférer dans l'intérêt des femmes AVEC les femmes. Car elles y seront nombreuses sous les couleurs de l'UDBN.

Mais pour y arriver, il urge que chacun de nous saisisse sa mission, l'accomplisse, sans jamais la trahir.

C'est pour cela que nous disons << Ma Voix compte et agit ! Ta voix compte et agit ! >>.

La victoire est à notre portée.

Nos adversaires se savent dépassés et vaincus d'avance. Mais sans le geste utile, nous passerons à côté. Citoyenne, citoyen, Ta voix compte pour produire le bon résultat dans les urnes au soir du 8 Janvier. Que personne ne vous fasse peur avec la barre des 10%. Nous en avons les possibilités, la capacité et nous nous y sommes préparés. Nous sommes, à l'UDBN, dans la logique des 10 et multiples de 10%. C'est grâce à chacun de vous qui nous envoyez des échos favorables du Nord au Sud et de l'est à l'ouest, que nous allons offrir à notre pays, un parlement en mieux, un parlement en connexion permanente avec le peuple. Cher jeune, chère femme, cher sage, où que tu te trouves sur le territoire national,

Lève-toi ! Passe le message à ton entourage, à tes paires.

Ta voix compte C'est le moment ! Pas une seule voix à négliger. Ta voix compte pour que nous apportions un soutien éclairé et plus efficace au Président de la République afin qu'il fasse plus de réalisations au profit des populations, des réalisations qui tiennent absolument compte de vos besoins, de vos aspirations et de vos intérêts. Ta voix compte. Avec l'UDBN, vous avez la meilleure carte en main pour que plus jamais le fossé ne se creuse entre le peuple et ses représentants à l'assemblée nationale. 1

Ta voix compte**Oui, Ta voix compte****UDBN : Jeunesse et Emploi !****UDBN : Femme et Développement !****UDBN: Ensemble pour construire un Bénin Nouveau !****UDBN: Assemblée directe !**

CELL-COM/UDBN

HOROSCOPE finance

Bélier Si vous vous laissez aller à de folles dépenses, vous serez aussitôt dans une impasse. Astreignez-vous à faire des économies et à gérer votre budget avec rigueur. Vous allez bientôt traverser une période de vaches maigres.

Taureau Soyez tout particulièrement prudent aujourd'hui en ce qui concerne le domaine financier, où votre jugement ne sera pas toujours excellent. Evitez d'engager des sommes trop importantes par rapport à vos moyens dans des affaires dont vous n'êtes pas absolument sûr de l'issue. Vigilance également dans le domaine immobilier : un contrat peut ne pas être très net et laisser la porte ouverte à d'épineux problèmes juridiques.

Gémeaux Mercure en cette configuration va vous souffler d'excellentes idées pour améliorer votre niveau de vie ou pour rentabiliser vos économies. Prenez rendez-vous avec votre banquier ; vous pourrez alors, grâce à ses conseils, tirer un bon parti de vos intuitions. Pluton pourra vous valoir une bonne surprise ; mais il vous faudra réagir rapidement pour profiter de l'occasion qui s'offrira à vous.

Cancer Mettez à présent de l'ordre dans vos affaires pécuniaires et faites vos comptes de manière à ne pas être pris ensuite au dépourvu. Une petite rentrée financière n'est pas impossible aujourd'hui. Mais ne vous lancez pas aussitôt dans des dépenses inutiles, faites plutôt fructifier vos fonds !

Journée délicate financièrement. Faites le dos rond et attendez en espérant des jours meilleurs, qui ne sauraient tarder. Ne vous laissez pas entraîner par votre impatience, car vos coups de tête vous feraient tomber dans le vide.

Lion Un petit voyage serait agréable actuellement et il vous détendrait tout en vous permettant de réaliser l'un de vos buts. Attention cependant de ne pas vider votre compte en banque ! Pour une fois, prenez les conseils de professionnels avisés, d'amis discrets, voire de votre bien-aimé... Les affaires d'argent sont délicates de nos jours !

Balance

Cette journée sera relativement calme, marquée surtout par la nécessité de remettre de l'ordre dans vos finances, d'accumuler des biens et de préparer matériellement votre avenir. Evitez cependant de lâcher la proie pour l'ombre et d'hypothéquer le présent sous le prétexte d'assurer vos vieux jours.

Scorpion

Votre esprit sera principalement axé sur le gain. En effet, cet aspect de Pluton, qui a trait aux biens et à la fortune, favorisera un renouveau d'appétit pour la richesse et la possession. Votre flair pour les bonnes affaires, petites ou grandes, se développera et s'affinera. Vous saurez apprécier avec lucidité les possibilités de bénéfices dans le domaine de la spéculation et des opérations boursières ou commerciales.

Sagittaire

Votre équilibre budgétaire sera protégé par Saturne. Un coup de chance incroyable est d'ailleurs possible. Si vous faites partie des heureux élus qui ont droit à une bonne surprise, restez quand même prudent : placez cet argent au lieu de le dépenser.

Capricorne

La réussite matérielle fera partie des dons que vous prodiguera aujourd'hui Mars. Vous pourriez emporter une excellente affaire financière ou gagner une somme conséquente à un jeu de hasard ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

Verseau

La planète Saturne en bel aspect vous permettra de vous sentir bien dans votre peau et de connaître la joie de vivre. Il faudra pourtant vous garder d'une certaine euphorie et d'un optimisme béat, qui pourraient vous pousser à laisser-aller. Vous devrez surtout résister à l'impulsion de dépenser, d'acheter des quantités de choses qui ne se révéleront pas indispensables. Prenez note de cet avertissement de Benjamin Franklin : "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire".

Vous aurez la possibilité de réaliser des transactions financières profitables, et vous entendrez profiter de cette possibilité au lieu de ne penser qu'à faire la fête.

Poissons Vous serez aussi en mesure de régler aujourd'hui une affaire litigieuse qui traînait depuis longtemps.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkòdji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le

carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

Directeur Général

Léonard DOSSOU

(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUHEMÉGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication

Jules AFFODJI

Rédacteur en chef

Jean Claude KOUAGOU

(97 720 976)

Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO

(66656265)

Rédacteurs

Nestor DEHOINDJI

Bidossessi WANOU

(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU

Falco Vignon

Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU

(Br. Borgou/Alibori)

Rock AMADJI

(Correspondant Zou-Collines)

Emmanuel AKAKPO

(Br Atacora-Donga)

Issa SIKITI DA SILVA

(Correspondant RDC)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du

Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale

Rigel BATCHO

(69190880)

Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON

(62323855)

Fulbert ACAPO, Secrétaire Général du Syndicat autonome du Personnel de l'Assemblée nationale au sujet de la gouvernance Vlavonou

« La 8^{ème} législature nous a apporté beaucoup d'innovations »

Reçu sur la rubrique « l'Entretien » de Radio Hémicycle ce mercredi 21 décembre 2002, Fulbert Acapo, le secrétaire général du Syndicat autonome du personnel de l'Assemblée nationale du Bénin (SYNAPA) s'est prononcé sur la conduite du dialogue social sous la huitième législature. Selon le numéro 1 du syndicat du personnel parlementaire, les portes des autorités de la huitième législature lui sont restées généralement ouvertes ainsi qu'à ses collègues membres du bureau qui ont privilégié la discussion, le dialogue et le contact permanent durant tout le mandat.

Lisez plutôt l'intégralité de la transcription de l'émission au cours de laquelle Fulbert Acapo s'est prononcé sur le regard du SYNAPA sur la huitième législature et la Gouvernance Vlavonou.

Radio Hémicycle (RH) : Bonsoir chers auditeurs et auditrices de ce nouveau numéro de "Entretien" qui vous plonge dans l'actualité parlementaire. Notre invité, c'est Fulbert Acapo. Il est le Secrétaire Général du Syndicat Autonome du Personnel de l'Assemblée nationale du Bénin (SYNAPA). Au cœur de ce entretien, votre regard sur la mandature finissante de l'Assemblée nationale. La 8^{ème} législature touche à sa fin. Vos relations avec le bureau de l'Assemblée nationale, vos relations dans la mise en œuvre de vos objectifs au départ, ce sont là nos préoccupations. Pour commencer, quel est l'état de votre organisation syndicale ?

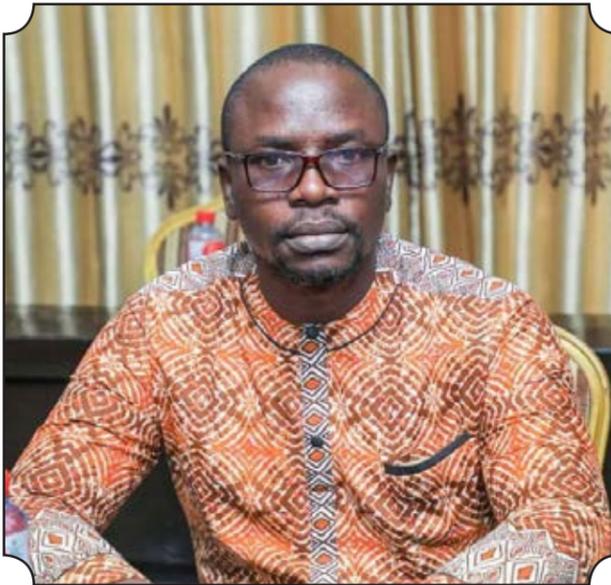
Fulbert Acapo (FA) : Le Syndicat autonome du personnel de l'Assemblée nationale se porte bien puisque les organes qui l'animent sont installés et fonctionnent comme il se doit. Il n'y a pas de grandes préoccupations en ce moment qui pourraient nous diviser et puis donc je puis vous dire la main sur le cœur que tout va bien au niveau du syndicat. **RH :** Tout va bien au niveau du syndicat suppose que les relations entre l'organisation syndicale notamment le bureau et les autorités du Parlement ont été au beau fixe. Quels sont vos qualificatifs sur les principaux axes de votre collaboration ?

FA : Est-ce que je suis bien placé pour qualifier les relations que le syndicat entretient avec les autorités ? Je ne sais pas. Mais de toutes les manières, nous entretenons de très bonnes relations avec elles. Nous échangeons régulièrement et chaque fois qu'il est nécessaire, nous tapons à la porte de l'une ou l'autre des autorités et généralement les portes s'ouvrent parce que nous avons privilégié la discussion, le dialogue, le contact avec elles pour poser nos préoccupations.

RH : Quels sont les acquis à l'actif du SYNAPA au terme de la 8^{ème} législature ?

FA : Je crois que la 8^{ème} législature a permis au personnel parlementaire d'avoir un statut particulier consolidé. Quand je dis consolidé, c'est que, c'est un document qui existait et qui était exposé aux aléas politiques. Aujourd'hui, nous avons, grâce à la 8^{ème} législature et à son président, le Président Louis Gbèhounou VOAVONOU, un statut qui nous permet de nous targuer d'être membres de la fonction publique parlementaire. Ce n'est pas rien. C'est un acquis très important. Ça nous permet de sécuriser véritablement nos emplois et d'évoluer en toute quiétude dans nos carrières. Nous avons grâce au président Louis Gbèhounou Vlavonou obtenu également une décision portant attribution, organisation et fonctionnement du Secrétariat Général Administratif et du Cabinet du Président de l'Assemblée nationale qui organise la maison et qui fixe le champ d'évolution de chaque service. Ce qui n'existait pas du tout dans la maison. Aujourd'hui, nous avons également un manuel de procédures. La 8^{ème} législature nous a apportés beaucoup d'innovations. On peut dire que c'est la législature des réformes. Il y a eu énormément de réformes dans la maison juste pour adapter l'Assemblée nationale à ce qui se passe sur le plan de la fonction publique générale. Tout ce qui peut concourir à permettre un mieux être dans les conditions de vie et de travail du personnel, cela se note naturellement depuis que la 8^{ème} législature est installée.

RH : Pour illustrer ce regard que vous portez sur vos relations avec les autorités, on peut parler du suivi et la rigueur dans la gestion comptable, financière avec une Cellule d'Audit désormais. Qu'est cela vous apporte en termes de transparence, en termes d'implication du personnel dans la gouvernance administrative ?



FA : Un adage dit que "la peur du gendarme, c'est le début de la sagesse". La Cellule d'audit oblige tous ceux qui bénéficient des fonds publics à bien les gérer, à gérer selon l'orthodoxie financière et donc sans cet organe, on pouvait se laisser aller à des dérives. Cet organe permet au-delà de bien gérer, de rationaliser les ressources que nous recevons de l'Assemblée nationale.

RH : Un Autre axe des réformes perceptibles, c'est l'organisation des Services de l'Information et de la Communication. Ce n'était pas une direction mais désormais, c'est une grande direction qui s'intéresse à un paramètre important à savoir l'information. Votre avis ?

FA : Vous savez mieux que moi que par le passé, c'était le service de la communication. Aujourd'hui, c'est l'une des plus grandes directions de la maison. La DSICOM est née et évolue avec plusieurs branches. La radio n'est plus seulement le vecteur de l'information ici, nous avons également la télévision hémicycle, la presse écrite, le service digital... Il y a tous ces départements qui ouvrent l'Assemblée nationale au monde entier. Surtout partout où on a envie de suivre l'actualité de l'Assemblée nationale du Bénin, on y a accès facilement.

RH : Nous avons également à évoquer la question de la sécurité sociale. C'est pratiquement un talon d'Achille pour plusieurs mandatures. À l'Assemblée nationale, quel est l'état de la sécurité sociale pour le personnel ?

FA : Je disais tantôt que nous allions aborder les insuffisances que nous avons notées. C'en est une. C'est vrai que la 8^{ème} législature a joué parfaitement son rôle dans le cadre de la sécurité sociale. Il y avait une petite dette mais importante car il s'agit de six mois d'arriérés de cotisations à verser à la Caisse nationale de sécurité sociale qui ont été déjà prélevées sur les salaires du personnel mais qui n'avaient pas été reversées sous la 7^{ème} législature. Mais, je crois que nous sommes encore à deux mois de la fin de 8^{ème} législature. J'ai toujours espoir qu'elle ne finira pas sans régler cette problématique. Chaque mois, la 8^{ème} législature reverse toutes les cotisations prélevées à la CNSS de façon très régulière.

RH : Sous la 8^{ème} législature, il a été institué la cérémonie des couleurs. Une activité qui permet de vendre les valeurs républicaines. Parlez nous un peu de comment vous l'avez reçue ?

FA : La cérémonie des couleurs a été réinventée au cours de la 8^{ème} législature. C'est une excellente chose car on ne se retrouve pas seulement pour chanter l'hymne national mais nous avons suivi pendant plusieurs mois des thématiques sur le nationalisme, le civisme et sur beaucoup d'autres termes qui renforcent les liens qui doivent exister entre tous les Béninois. C'est une excellente opportunité que le Pré-

sident et le bureau ont donné au personnel d'apprendre un peu plus à se savoir béninois, à se savoir frère et à vivre en frère.

RH : Lundi dernier, la cérémonie des couleurs aurait enregistré un boycott. Il y a une opinion qui véhicule un tel constat. Votre témoignage nous plairait bien. Qu'est ce qui s'est passé réellement ?

FA : Je suis surpris d'apprendre que vous parlez de boycott. Qui a boycotté la cérémonie des couleurs ? S'il doit y avoir de boycott, ça devrait venir du syndicat. Le syndicat n'a pas donné de mot d'ordre de boycott et donc je ne considère pas qu'il y a eu boycott. J'ai lu sur les réseaux sociaux l'expression d'une méchanceté gratuite. Quelqu'un que je ne connais pas aurait trouvé que le Président de l'Assemblée nationale a menacé de limoger les chefs services et chefs divisions qui étaient absents à la cérémonie des couleurs. Moi, j'étais parmi les absents. J'étais en retard mais je n'ai pas reçu de menaces. Je ne connais pas un collègue qui s'est senti menacé. Il y a eu beaucoup de retards ce jour là. J'étais sur l'esplanade au moment où le Président entrait dans la maison. Vous savez bien que quand le Président entre dans la maison, on ferme le portail. Donc, nous autres qui étions en retard, nous avons suivi la cérémonie des couleurs depuis l'esplanade. Si le portail était ouvert et que la possibilité nous était donnée de rejoindre le mât, le Président n'aurait même pas remarqué que les absents étaient nombreux. Je ne parle même pas d'absences mais c'est des retardataires. L'écrit dont vous parlez n'est que l'expression d'une méchanceté gratuite.

RH : C'est un démenti du Secrétaire Général du SYNAPA au sujet d'une rumeur de boycott de mât au Palais des Gouverneurs. Nous allons évoquer l'actualité du syndicat au cours de la 8^{ème} législature et au-delà. La vie du SYNAPA, c'est aussi les relations avec vos homologues des autres Parlements.

FA : Nous appartenons à la Fédération des syndicats des Personnels des Parlements Africains. En tant que membre, nous participons aux assises de cette fédération. La Covid-19 ne nous a pas permis de nous réunir en 2020, 2021 mais en avril 2022, nous étions à une réunion du bureau de cette fédération à Abidjan en Côte d'Ivoire. Réunion au cours de laquelle nous avons relancé les activités du bureau de la fédération dont le mandat va prendre fin bientôt. Je rappelle que le siège de cette fédération est ici au Palais des Gouverneurs à Porto-Novo. Et donc le Bénin joue un rôle important au sein de cette fédération. Nous bénéficions des expériences de nos pairs des Assemblées nationales du Togo, du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, du Niger, du Burkina Faso, de la sous région ouest africaine. Et à Abidjan récemment, nous avons connu le Congo et le Gabon qui se sont joints à nous. Bientôt, nous allons nous retrouver à Ouagadougou si les questions sécuritaires que connaît ce pays sont réglées, pour le congrès électif puisque le bureau est en train de finir son mandat. Sinon nous allons nous rabattre sur le siège qui est le Bénin pour tenir ce congrès là.

RH : Ces relations de coopération ne peuvent s'opérer sans l'onction des autorités à la tête de l'Assemblée nationale du Bénin. Votre impression sur cet aspect là ?

FA : C'est l'occasion pour moi de remercier le Bureau de l'Assemblée nationale, le Président et les Questeurs surtout, parce que chaque fois que nous devons nous rendre aux assises de cette fédération, l'Assemblée nationale nous accompagne par l'achat des billets, par la mise en place de la logistique pour que notre séjour soit des plus agréables. Donc, je ne peux que continuer à dire merci à l'autorité de la 8^{ème} législature pour son accompagnement.

Propos transcrits par Hermann OBINTI & Polo AHOUNOU

Sécurité, économie et gouvernance au Sahel

« C'est une zone qui a tous les problèmes au monde », dixit WADAGNI

Du 09 au 11 décembre 2022 s'est tenue à Abu Dhabi, la 15^e édition de World Policy/Global Governance. A l'occasion, le Ministre d'Etat, ministre de l'économie et des finances, Romuald Wadagni est intervenu dans le panel 05 qui s'est intéressé à la situation au Sahel. Le ministre a établi à l'occasion, le lien entre la crise sécuritaire et l'économie. Retrouvez-ici l'intégralité de son intervention.

Sur le Sahel, nous avons raison de nous inquiéter de ce qui s'y passe. Séparer la sécurité de l'économie, nous verrons tout à l'heure que ce n'est quasiment pas chose faisable. Tout est, en réalité, lié. Pour faire simple, si vous regardez les pays du Sahel sur la période 2010-2020, nous avons affaire à des pays qui ont lancé à des degrés divers, un processus d'accélération de la croissance et de réduction de la pauvreté. Dans cette partie, quand vous regardez l'évolution de l'économie des pays de l'Uemoa par exemple sur la période 2010-2020, vous avez huit pays dans la région qui ont connu un taux de croissance de 7% ou plus pendant 07 ans de suite. C'est une région certes, d'extrême pauvreté, une région caractérisée par un écart très important entre ce que vous voyez dans les grandes villes, quand vous venez et dès que vous sortez dans les grandes villes, vous voyez une situation sociale et économique assez frappante. Mais, c'est des régions qui ont enclenché un début d'accélération du développement de réduction de la pauvreté pratiquement entre 2010-2020. Puis 2020, Covid-19. L'arrivée de la cette pandémie a mis un frein à cet élan. Ensuite, il y a l'exacerbation de quelques enjeux globaux dont le Sahel est un terreau très favorable. Je veux dire deux choses. Prenez les enjeux liés aux changements climatiques. On en parle depuis plusieurs années mais quand vous regardez la spécificité des pays du Sahel, c'est des pays qui offrent ou ont des caractéristiques favorables à l'aggravation de ces enjeux-là. Vous prenez un pays comme le Niger, sur ces trois dernières années, on note chaque année, une dégradation de la production agricole liée au changement climatique et à la baisse de la pluviométrie. On a affaire à des pays où il y a une extrême pauvreté, un écart très important entre ceux qui ont les moyens et ceux qui n'en ont pas. Donc ça peut générer des tensions sociales quand dans le même périmètre, vous avez des gens qui ont des moyens et beaucoup d'autres qui n'en ont pas. On a affaire à des pays qui de par leur localisation géographique, subissent de plein fouet les enjeux du changement climatique et en plus maintenant, on a affaire à des pays depuis la crise libyenne qui a enclenché en fait le débordement des mouvements et attaques terroristes vers le Sahel et en bas. Vous avez ces pays du Sahel maintenant qui ont en face, des mouvements et organisations terroristes qui viennent se rajouter. On a le sentiment que c'est une zone qui a tous les problèmes au monde. On parle de changements climatiques, ils sont concernés, on parle de mouvements et attaques terroristes, ils sont concernés. On parle d'enjeux, les ODD les enjeux de base, s'assurer que les populations aient accès à l'éducation, l'eau, les infrastructures de base, ils sont concernés parce qu'ils ont un niveau de développement très faible. Donc l'inquiétude aujourd'hui, c'est que l'élan que nous avons noté dont je parlais tout à l'heure, 2010-2020 où les pays ont commencé à faire des efforts, à enclencher un développement à la base, cet élan s'est arrêté avec la Covid. On pensait que ça allait reprendre mais maintenant, avec les enjeux climatiques et sécuritaires, les choses commencent à être compliquées. Maintenant, il y a des solutions. Je pense que le but de tout ça aussi, c'est de dire que ce n'est pas perdu. Il y a des moyens, il y a peut-être des initiatives à mettre sur la table pour aider ces pays-là à s'en sortir. Seuls, ils ne



● Romuald WADAGNI, Ministre d'Etat, ministre de l'économie et des finances

s'en sortiront pas.

Vous avez eu une analyse beaucoup plus économique mais certaines pointent du doigt des soucis de gouvernance, la corruption, la mauvaise répartition des ressources et autres. Comment réagissez-vous à cela ?

Il y a un aspect que je n'ai pas voulu rajouter tout à l'heure mais qui rejoint votre question. Je me suis retenu de le dire parce que dans mes propos, j'avais le sentiment d'être trop négatif et à la limite désespérant sur la sous-région. Mais en réalité, il y a un problème de base, un double problème de base pas seulement dans cette région mais dans beaucoup de nos pays en Afrique : Gouvernance, faible niveau de formation et du développement du capital humain. Vous voyez, on a parlé de l'aggravation de la situation sécuritaire, changement climatique, etc. Mais tous les mouvements sociaux, coups d'Etat qu'on voit dans la zone, de la Guinée au Mali et le Burkina-Faso... ça crée encore une autre forme d'insécurité. Et tout ça arrive parce qu'il n'y a pas une gouvernance stable, il n'y a pas des institutions capables de faire respecter les textes. Donc oui, vous avez raison, il y a un problème de gouvernance pour les pays, un problème de formation du capital humain. Une fois qu'on a dit ça, mais comment on le fait. Moi je prends le cas du Bénin. On a fait ce constat et tout à l'heure, M. Tchibozo disait alors, la question qui reste ouverte, « on commence par quoi ? ». Nous avons fait le choix en 2016 pour le Bénin, on est arrivé pour le budget ensemble avec le gouvernement, nous avons dit, nous allons réserver une partie donnée du budget pour adresser l'extrême pauvreté. S'assurer que les gens aient le minimum, eau potable, accès à la microfinance... Mais tout le reste l'effort a été mis sur la formation du capital humain. Nous avons décidé au Bénin que 70% de nos jeunes, on allait les former aux métiers techniques et professionnels. Les universités mal équipées qui forment des gens qui sortent et qui sont des chômeurs, c'est ça aussi qui crée tout un cadre propice à la mauvaise gouvernance. Donc, on a concentré nos efforts sur des lois, les textes pour avoir une bonne gouvernance et

le reste de notre effort sur le capital humain. Former les jeunes, quand vous avez les jeunes formés bien éduqués, qui peuvent faire quelque chose de leurs mains, vous créez les conditions pour qu'il y ait moins de mauvaise gouvernance, moins de corruption et consort. Le temps nous dira on a raison de faire ce choix mais ce qui est sûr, c'est que, vous regardez 2021, on a fait, 7,2% de taux de croissance, meilleur taux de croissance dans la sous-région et là, cette année, la Banque mondiale indique pour le Bénin, 2,2 de taux d'inflation, l'un des plus faibles de toute l'Afrique. Ça veut dire qu'il y a quand même du résultat qui montre que la direction est bonne. Sur la gouvernance, quand on fait la constitution au Bénin, il est dit qu'aucun Béninois ne peut diriger le Bénin pendant plus de mandats consécutifs, c'est pour mettre un frein aux changements de constitutions qui font que, on dit change, on reste. C'est discutable, ce n'est pas discutable, mais c'est un choix qu'on a fait. Quand on fait des lois pour dire que dans des secteurs clés comme la santé, les impôts... on ne peut pas accepter que les syndicats bloquent le domaine de la santé, qu'on interdit qu'on fasse les grèves pendant plus d'un certain nombre de jours par an, 10 jours/an dans le secteur de la santé, on nous a trouvé un peu trop dur. Mais ça fait qu'aujourd'hui, les gens viennent même d'ailleurs de la sous-région pour se faire soigner au Bénin. Sur les trois dernières années, il y a eu 0 taux de grève. On a maintenant des structures sanitaires qui marchent. On a passé une loi par exemple qui dit que quand vous êtes fonctionnaire dans le domaine de la santé, vous ne pouvez que vous concentrer et passer un minimum d'heure pour soigner les populations. Généralement, ce que les gens faisaient, quand on est médecin recruté par l'Etat, comme l'Etat ne paie pas bien, on laisse les structures sanitaires publiques et on allait gérer sa propre clinique et donc, la population n'était pas soignée. On a interdit de le faire. L'Etat vous recrute, vous devez vous concentrer, travailler pour la population, vous devez accepter aller dans les milieux ruraux, d'aller travailler à la base... Toutes ces lois contribuent à une meilleure gouvernance et c'est un ensemble de choses qu'il faut pour régler les questions de gouvernance. On commence par donner l'exemple depuis le haut, et on descend secteur par secteur pour s'assurer que les gens sont effectivement à la tâche et que les choses marchent, que les textes sont clairs, simplifiés et que les gouvernants eux-mêmes donnent l'exemple. Quand vous faites ça, et que vous mettez l'accent sur la formation des gens, je pense qu'avec le temps, on y arrive et c'est ça qu'on fait. Quand vous avez des jeunes non formés, mais n'importe qui vient leur proposer de l'argent, ils vont écouter les organisations non orthodoxes, ils vont se laisser enrôler dans des organisations ou groupes qui ne veulent autre chose que déstabiliser les Etats. Mais il faut qu'au niveau de l'Etat, on donne l'exemple, qu'on ait des constitutions qui soient claires, des lois qui soient claires, adaptées aux réalités de chaque pays. Nous ne disons pas que les exemples de textes dont je viens de parler doivent être la règle partout. Mais pour le Bénin aujourd'hui, compte tenu de notre contexte, il y a des lois qui sont utiles et qui permettent en fait de régler des questions de gouvernance et de formation des jeunes ».

Source externe

Fête de fin d'année

Comment les Béninois ont célébré la Noël 2022

La Communauté chrétienne du Bénin a célébré ce dimanche 25 décembre 2022, la naissance de Jésus. La fête a été célébrée de manière simple cette année à Cotonou dans les ménages avec des prières et message de vœux. Un important message du président de l'Assemblée nationale Louis Vlavonou aux Béninois.

● Falco VIGNON

Ce 25 décembre 2022, les chrétiens catholiques et protestants du Bénin ont célébré la naissance de Jésus, la deuxième plus grande fête de l'année liturgique après

Pâques. La célébration de la fête a été modeste à Cotonou par des messages de vœux. Comme tous les Béninois, c'est à travers un message sur sa page Facebook, que le président de l'Assemblée nationale

Louis Vlavonou a souhaité une bonne fête aux chrétiens. « En cette célébration de la naissance du Christ, annonciatrice d'espérance, je prie Dieu le Père Céleste de remplir le cœur et l'esprit de tous les Béninois de

beaucoup plus de tolérance, d'amour et de sagesse », a-t-il écrit. Louis Vlavonou souhaite que chaque chrétien saisisse l'occasion de cette célébration pour placer notre pays au cœur de ses prières. « A toutes et à tous, je souhaite

une joyeuse fête de Noël ». « Que chaque chrétien saisisse l'occasion pour placer notre pays au cœur de ses prières », a ajouté le président de l'Assemblée nationale. Pour rappel, Noël traduit le mystère

selon lequel Dieu (à travers le petit Jésus appelé Emmanuel) s'est fait homme pour demeurer avec les Hommes. La fête de la Noël a été laïcisée avec l'avènement du père Noël et le développement du commerce.

L'Agence de Communication **CHEZ VOUS**

Et le premier quotidien

L'économiste
du Bénin
Premier Quotidien Economique du Bénin
N° 8997 MISPD/CSG/D/AS/CC de 25/10/87
www.leconomistebenin.com

vous souhaitez

JOYEUX Noël

(+229) 60917800/95429626 | L'Economiste du Bénin | www.leconomistebenin.com
LeconomisteBen1 | leconomistebenin1@gmail.com

L'économiste
du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo - REC. N° 1088/REP/RES/2014/AC

L'économiste du Togo vous souhaite

Joyeux Noël !

contact@leconomistedutogo | +228 92 10 93 53 / 90 16 47 09 | @economisteTogo
www.leconomistedutogo.tg | l'économiste du Togo | Totsi Glinkome, rue Tidjani